

Au-delà du déploiement de troupes : contributions canadiennes à l'OTAN dans trois domaines autres que les opérations militaires

D^{re} Danielle Stodilka, attachée supérieure de recherche, Conseil international du Canada, et D^r Walter Dorn, professeur, Collège militaire royal du Canada (dorn@rmc.ca)

pour le Comité permanent de la défense nationale de la Chambre des communes

Le 2 novembre 2017

L'OTAN est considérée principalement comme une alliance militaire pour la défense collective. Grâce en partie à Lester Pearson qui a fait œuvre de pionnier, l'OTAN contribue également à la paix et à la sécurité nationales par d'autres moyens. Le présent document porte sur trois initiatives importantes :

- Le Programme pour la science au service de la paix et de la sécurité (SPS) de l'OTAN;
- Le Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe (EADRCC);
- Les centres d'excellence (CE) homologués par l'OTAN.

Nous estimons que les contributions du Canada à ces initiatives sont particulièrement limitées et nous proposons qu'il participe de façon beaucoup plus importante, tout en minimisant le chevauchement des ressources, des biens et des capacités déjà en place à l'OTAN. Le Canada pourrait faire un premier pas modeste en accueillant pour la première fois une journée d'information sur le Programme pour la science au service de la paix et de la sécurité de l'OTAN.

Au vingt et unième siècle, les contributions du Canada à l'OTAN ont consisté principalement en des opérations militaires en Afghanistan. Plus récemment, le Canada a déployé des troupes en Lettonie, dans le cadre de l'Opération Reassurance, et il mène actuellement des opérations de formation (Opération Unifier) en Ukraine, un pays clé du Partenariat pour la paix, dans le cadre d'une opération de soutien multinationale qui réunit plusieurs États membres de l'OTAN. Mais l'OTAN compte cinq activités non rattachées à l'article 5 qui seraient dignes d'un important effort canadien. Le présent document dresse un bilan préliminaire du rôle du Canada au sein du Programme SPS, des initiatives de l'EADRCC et des CE homologués par l'OTAN. *Nous sommes d'avis que le Canada peut faire beaucoup plus pour contribuer au développement et à la transformation continus de l'OTAN par l'intermédiaire de ces initiatives.*

Programme pour la science au service de la paix et de la sécurité de l'OTAN

Le Programme SPS, parfois considéré comme la « troisième dimension de l'OTAN » (après les dimensions militaire et politique)¹ a été créé en réponse à un rapport soumis par Lester B. Pearson et d'autres ministres des affaires étrangères (Gaetano Martino d'Italie et Halvard Lange de Norvège), connus collectivement comme « Les Trois Sages ». En 1956, ils ont appelé l'OTAN à rehausser sa collaboration non militaire au moyen d'activités politiques, économiques et scientifiques. Le Conseil de l'Atlantique Nord a soutenu leur rapport et mis sur pied le Programme scientifique de l'OTAN. L'année prochaine marquera le 70^e anniversaire de ce que l'on appelle maintenant le Programme pour la science au service de la paix et de la sécurité (SPS) de l'OTAN. Le service de base s'est ainsi étendu des membres de l'OTAN à des chercheurs en sciences et en technologie de pays partenaires pour examiner des problèmes de sécurité communs, y compris la possibilité d'étendre des réseaux aux universités et aux établissements de recherche. Le programme appuie la collaboration au moyen de mécanismes de subventions, notamment en vue de formations pluriannuelles et de programmes d'études supérieures de différents établissements. Notamment, 18 personnes ayant bénéficié de subventions ont reçu un prix Nobel, y compris Paul C. Lauterbur et Peter Mansfield, qui ont tous deux reçu une subvention de recherche de l'OTAN pour le développement de l'imagerie par résonance magnétique (IRM), laquelle leur a par la suite valu le prix Nobel de physiologie ou médecine en 2003².

Le Canada a déjà participé activement à ce programme. Les montants accordés dans le cadre du SPS de l'OTAN entre 1982 et 1998 montrent que plus de 550 Canadiens étaient chercheurs principaux (CP) des subventions reçues du programme SPS, avec une moyenne d'environ 32 subventions par année (soulignons que *seulement* 1 % (approx.) de ces CP canadiens du SPS des femmes, et que certaines ont quitté le Canada pour les États-Unis ou l'Europe). Au cours étaient de cette période de 17 ans, plus de 90 % des prix ont été remis à des CP non gouvernementaux, la plupart installés au sein d'universités, ce qui illustre le soutien qu'accorde le programme aux chercheurs civils, de même que la valeur implicite de la liberté intellectuelle dont ils jouissent. À l'heure actuelle, on retrouve moins d'une demi-douzaine (approx.) de chercheurs canadiens ayant le titre de CP dans le cadre de programmes continus du SPS. Par contre, le Rapport annuel 2016 du Programme SPS de l'OTAN indique qu'aucune nouvelle activité liée à ce programme n'est dirigée par le Canada, alors que 16 autres pays assurent un tel leadership³.

Depuis le conflit entre la Russie et l'Ukraine en 2014, l'Ukraine est devenue le principal bénéficiaire du Programme SPS à titre de pays partenaire de l'OTAN. Environ 17 universités ukrainiennes et 10 établissements de recherche de l'Académie nationale des sciences s'efforcent de se réinstaller dans des territoires du pays contrôlés par le gouvernement⁴. L'ampleur du déplacement interne des chercheurs et du regroupement des établissements signifie qu'une aide est nécessaire pour leur trouver un emploi, sans quoi leur expertise pourrait servir à d'autres acteurs, peut-être malintentionnés. Il existe de nombreuses possibilités de partenariat pour les chercheurs canadiens intéressés dans le cadre du SPS.

Nous recommandons, comme première étape, que le Canada soit l'hôte d'une journée d'information sur le Programme pour la science au service de la paix et de la sécurité de l'OTAN au cours de l'année qui vient, laquelle serait dirigée par une délégation de haut niveau de la Division Défis de sécurité émergents de l'OTAN, de manière à explorer les possibilités de partenariat avec l'Ukraine et d'autres pays.

Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe de l'OTAN

En 1958, année du lancement du Programme scientifique de l'OTAN, le Conseil de l'Atlantique Nord a mis en place des procédures pour la coordination de l'aide en cas de catastrophe d'origine naturelle ou humaine. Les procédures de coordination ont été modifiées au cours des décennies qui ont suivi, mais sont demeurées en vigueur jusqu'après la dissolution de l'Union soviétique; elles ont ensuite été élargies à des pays partenaires, y compris d'anciens États soviétiques. Un nouveau Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) a appuyé une proposition russe visant à mettre en place une capacité de réaction euro-atlantique en cas de catastrophe venant soutenir et compléter le travail du Bureau de coordination des affaires humanitaires (BCAH) des Nations Unies. Ensuite, le Haut Comité pour l'étude des plans d'urgence dans le domaine civil a demandé en 1998 la création d'un Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe (EADRCC) et d'une Unité euro-atlantique d'intervention en cas de catastrophe (EADRU)⁵. En cas de catastrophe, un pays peut demander une aide internationale et les autres pays peuvent décider ou non de l'aider par l'intermédiaire de l'EADRU ou par une aide bilatérale.

Depuis le tout premier rapport de situation concernant les exercices menés par l'EADRCC, intitulé « Trans-Carpathia 2000 », 18 exercices multinationaux ont été menés, le plus récent s'étant déroulé en Bosnie-Herzégovine en 2017. Les rapports de situation sur ces exercices indiquent que le Canada n'a participé à aucun de ces exercices⁶.

Bien au-delà de 60 opérations ont été dirigées par l'EADRCC, la première pour répondre à l'important afflux de réfugiés du Kosovo en Albanie, en 1998. En examinant certains rapports de situation de l'EADRCC concernant les opérations menées depuis 2002, on peut voir que le Canada a contribué directement en fournissant du personnel et des biens dans deux cas seulement : en 2005, dans le cadre de l'aide apportée aux États-Unis après l'ouragan Katrina (soit 3 navires de guerre, un navire de la Garde côtière, 2 hélicoptères, des plongeurs démineurs et une équipe de recherche et sauvetage⁷), et en 2006, lors du tremblement de terre au Pakistan (soit 2 hélicoptères et une équipe d'intervention en cas de catastrophe)⁸. Dans certains cas, le Canada a remis des dons directement à des ONG offrant une aide humanitaire. Bien que la plupart des opérations de l'OTAN dans le domaine de la réaction aux catastrophes se déroulent en Europe, il semble que la contribution directe du Canada se soit limitée à quelques opérations seulement sur une soixantaine.

Le programme SPS a produit plusieurs résultats éprouvés dans le cadre des exercices de l'EADRCC, notamment un système multinational de télémédecine⁹ et un système de commandement nouvelle génération pour la gestion des incidents¹⁰, dont l'un a été évalué de

façon indépendante au cours de l'exercice « Ukraine 2015 » par le coauteur du présent mémoire¹¹.

Ce faible taux de participation pourrait amener les personnes concernées à se demander pourquoi le Canada a fait si peu pour aider ces programmes alors qu'il contribuait dès le début aux programmes de l'OTAN en matière de coopération non militaire (la même question pourrait se poser concernant la participation du Canada aux opérations de maintien de la paix dirigées par les Nations Unies). *Nous demandons instamment un soutien accru à ces programmes.*

Centres d'excellence homologués par l'OTAN

Contexte : Les CE sont des organisations militaires internationales qui font de la recherche et forment/éduquent les dirigeants et les spécialistes – militaires et civils – des pays membres et partenaires de l'OTAN¹². Chaque CE participe au développement de la doctrine, cerne les leçons tirées, améliore l'interopérabilité et les capacités, et teste et valide les concepts. À titre de groupes de réflexion, ils procurent une expertise et une expérience reconnues, et soutiennent le développement et la transformation de l'OTAN. Les CE couvrent une vaste gamme de thèmes comme les opérations civiles-militaires, la cyberdéfense, la médecine militaire, la sécurité énergétique, la lutte contre le terrorisme, les opérations par temps froid et la lutte contre les EEI. L'OTAN ne finance pas directement les CE et ceux-ci ne font pas partie de sa structure de commandement. On retrouve trois types de participants aux CE : les pays cadres, les pays parrains et les pays contributeurs. Les pays cadres et les pays parrains assurent la coordination, la rédaction et la négociation des ententes avec le Commandement allié Transformation (CAT). Le CAT réévalue périodiquement les CE afin de s'assurer qu'ils continuent de répondre aux normes d'homologation de l'OTAN.

On retrouve actuellement 24 CE homologués par l'OTAN. Aucun n'est situé au Canada, mais le Canada est le « parrain » de trois de ces centres : le Centre d'excellence pour les opérations interarmées multinationales menées à partir de la mer (CJOS CE) à Norfolk, aux États-Unis; le Centre d'excellence pour le génie militaire (MILENG CE) à Ingolstadt, en Allemagne; et le Centre de compétences en matière de puissance aérienne interarmées (JAPCC) à Kalkar, en Allemagne¹³. Il pourrait être intéressant de mener une étude pour prendre la mesure du rôle du Canada à l'égard des CE de l'OTAN à l'échelle de l'Europe et de la pertinence de ce rôle.

Conclusion

Il est essentiel d'accroître la participation du Canada au développement et à la transformation de l'OTAN dans des activités autres qu'opérationnelles. Nous avons observé que le Canada participait de façon marginale aux trois principales activités de l'OTAN : aucune nouvelle activité du programme SPS n'était dirigée par des chercheurs principaux canadiens en 2016; aucune participation directe n'a été observée dans les opérations dirigées par l'OTAN en

réponse à des catastrophes depuis 2006, et le Canada parraine seulement 3 des 24 CE homologués par l'OTAN. Ce sont des indicateurs clairs de la nécessité pour le *Canada de renforcer ses engagements et de prendre part à des activités au-delà des opérations traditionnelles (opérationnelles)*. Nous recommandons que des intervenants pertinents dressent activement un bilan de cette participation et qu'ils procèdent à une analyse des lacunes sur le plan des politiques. *Un premier pas modeste pour le Canada serait l'organisation d'une journée d'information sur le Programme pour la science au service de la paix et de la sécurité de l'OTAN.*

Notes de fin de document

¹ « Science & the Alliance: NATO's Third Dimension »,

www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2014_12/20150225_1412-Brochure_Science_1.pdf [EN ANGLAIS SEULEMENT].

² « The Nobel Prize in Physiology or Medicine 2003 », https://www.nobelprize.org/nobel_prizes/medicine/laureates/2003 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

³ « NATO Science for Peace and Security Programme – Annual Report 2016 »,

www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_topics/20170704_SPS-Annual-Report-2016.pdf, p. 41 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁴ « L'OTAN renforce la coopération avec l'Ukraine dans les domaines de la science et de la sécurité », juillet 2017, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_145789.htm.

⁵ « Coopération pratique renforcée dans le domaine des secours internationaux en cas de catastrophe », 1998, https://www.nato.int/eadrcc/sop/sop_eadrcc/eadrcc_sop_annex01.pdf [EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁶ « Euro-Atlantic Disaster Response Coordination Centre (EADRCC) – Exercises », www.nato.int/cps/en/natohq/topics_117900.htm [EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁷ « EADRCC Final Report (No. 15) Hurricane Katrina – USA », 3 octobre 2005, www.nato.int/eadrcc/2005/katrina/051003a-15.pdf [EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁸ « The EADRCC Final Situation Report No. 23 Earthquake Pakistan », 15 février 2006, www.nato.int/eadrcc/2005/pakistan/060215-final.pdf [EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁹ « A Multinational Telemedicine System for Emergency Situations »,

www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2016_11/20161107_161107-sps-telemedicine.pdf [EN ANGLAIS SEULEMENT].

¹⁰ « NATO/Next Generation Incident Command System Pilot Project », DHS Science and Technology Directorate, www.dhs.gov/sites/default/files/publications/IAS_NATO-NICS-FactSheet-170501-508.pdf [EN ANGLAIS SEULEMENT].

¹¹ D.O. Stodilka, « International guidelines and minimum standards in disaster management for both government and NGO sectors », Colloque annuel du CRHNet 2016, Montréal, 23-25 novembre 2016.

¹² « 2017 COE Catalogue – NATO Accredited Centres of Excellence », février 2017,

www.act.nato.int/images/stories/structure/coe_catalogue_2017.pdf [EN ANGLAIS SEULEMENT].

¹³ *Ibid*, p. 34.